

**Abidjan, Addis-Abeba, Alger, Harare, Mombasa**

3 juin 2013

**La société civile africaine rejette l'initiative du "Sommet de la faim" du G8 - La mainmise des grands groupes sur l'agriculture et la terre ne peut qu'exacerber la faim, affirment les associations.**

**Au sein des grandes initiatives de "modernisation" de l'agriculture africaine se cache une manœuvre qui ne vise qu'à ouvrir les marchés et à fournir aux multinationales de l'espace pour garantir leurs bénéfices. Les technologies de la Révolution verte - et les changements juridiques et institutionnels introduits pour la mettre en place - ne serviront qu'à quelques-uns, en laissant de côté la grande majorité.**

Tandis que les dirigeants mondiaux se rassemblent cette semaine à Londres à l'occasion très médiatisée du 'Sommet de la faim' pour avaliser l'avalanche des initiatives actuelles de "modernisation" de l'agriculture africaine, 57 organisations d'agriculteurs et de la société civile de 37 pays ont dénoncé ces projets, les qualifiant de "[nouvelle vague de colonialisme](#)". L'harmonisation, le libre-échange et la création d'institutions et d'infrastructures destinées à faciliter la pénétration des multinationales en Afrique sont présentés comme la réponse à l'insécurité alimentaire dont souffre le continent. Ce sont les grandes entreprises de semences, d'engrais et de produits agrochimiques qui décident comment gérer la "Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique" du G8, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) et la mise en place du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) de l'Union Africaine.

"Aujourd'hui cet intérêt pour l'Afrique doit être replacé dans le contexte plus général des crises mondiales menaçantes dont les dimensions sont multiples et touchent les domaines financier, alimentaire, énergétique et écologique. Et l'Afrique, avec ses terres soi-disant "abondantes" mais "sous-utilisées", est vue comme la nouvelle frontière, » a déclaré Meriem Louanchi de l'Association de Réflexion, d'Échanges et d'Actions pour l'Environnement et le Développement, une ONG algérienne.

Ce regain d'intérêt pour l'Afrique est tout à fait dans la logique de la Révolution verte : il s'agit d'introduire des semences hybrides (voire génétiquement modifiées) qui, utilisées avec l'irrigation, les engrais et les pesticides chimiques, produisent de meilleurs rendements. Un des processus fondamentaux est d'entraîner les petits exploitants dans une économie monétaire en leur attribuant des crédits.

Cependant, l'histoire de la Révolution verte n'est pas de bonne augure. En effet, les gains de productivité initiaux se sont amenuisés, comme on l'a vu en Inde, et le système lui-même a provoqué une concentration accrue des exploitations agricoles et une diminution du nombre des familles produisant de la nourriture, alors que les options d'autres moyens de subsistance restaient très limitées. « Il s'en est suivi une perte terrible de biodiversité, une dégradation des sols et une pollution de l'eau sévères, dues à l'usage excessif d'engrais synthétiques, et des manques d'eau causés par le gaspillage inhérent aux systèmes d'irrigation, » a

fait remarquer Million Billay, coordinateur de l'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire en Afrique (AFSA), une plate-forme panafricaine qui rassemble des réseaux et des organisations d'agriculteurs de toute l'Afrique et représente les petits exploitants, les éleveurs, les chasseurs-cueilleurs, les populations autochtones et les citoyens.

“Les interventions d'AGRA et du G8 ont, avant tout, pour objectif d'ouvrir les marchés et de fournir aux entreprises multinationales comme Yara, Monsanto et Cargill, un espace où leurs bénéfices sont assurés,” a ajouté Francis Ngang, secrétaire-général d'Inades-Formation et point focal de la COPAGEN (un réseau d'organisations de la société civile, basé principalement sur les groupes de petits exploitants d'Afrique de l'Ouest). “Pendant que les dirigeants mondiaux parlent en termes philanthropiques de “faire disparaître la faim”, on assiste dans les coulisses à une “harmonisation” des semences et du droit commercial africains orchestrée par les géants de l'agrobusiness. Les efforts déployés par les agriculteurs africains au fil des millénaires sont en passe d'être privatisés et expropriés, tandis que des pratiques traditionnelles vitales, comme la conservation et le partage des semences, menacent d'être criminalisées.”

Le fait que ces initiatives s'inscrivent dans le cadre du PDDAA de l'Union Africaine leur donne l'apparence d'un projet africain, ce qui leur confère une certaine légitimité. “Mais ne faut pas oublier que le PDDAA a émergé, en tant que programme du Nouveau partenariat économique pour le développement de l'Afrique (NEPAD), à l'apogée du néolibéralisme au début des années 2000. En ce sens, nous le considérons comme un instrument compromis,” a déclaré Moses Shaha, président du Forum des agriculteurs d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe (ESAFF) et agriculteur au Kenya. “Pour nombre de pays africains, qu'ils soient ou non d'accord avec les règles du PDDAA, cet organisme offre la seule source possible de soutien financier, après des décennies d'ajustements structurels.”

Alors que les dirigeants du G8 et les géants de l'agroalimentaire continuent à colporter leurs fausses solutions, il existe une myriade de véritables alternatives, fondées sur le concept de la souveraineté alimentaire, qui seraient nettement plus adaptées au continent africain. A cet égard, les propositions de l'Évaluation internationale des sciences et des techniques agricoles pour le développement (IAASTD) sont d'une grande richesse et scientifiquement solides.

“Nous exhortons le G8, AGRA et le PDDAA à reconnaître les réalités du terrain en Afrique - c'est à dire admettre qu'il peut y avoir d'énormes différences entre les conditions agro-écologiques, les pratiques agricoles et les agriculteurs eux-mêmes - et à fournir un soutien approprié et résolu à tous les producteurs alimentaires,” conclut Elizabeth Mpofude Via Campesina Afrique au Zimbabwe. “De plus, ces institutions doivent mettre fin à leurs tentatives de soumettre les semences, les techniques et les savoir-faire agricoles à la propriété privée ; elles doivent investir et favoriser le développement de technologies open source dans des partenariats d'égal à égal avec nos agriculteurs.”

Contact :

Meriem Louanchi: +213 21 6985 / [meriem.louanchi@gmail.com](mailto:meriem.louanchi@gmail.com)

Million Belay: +251 11 550 71 72 / [melca@ethionet.et](mailto:melca@ethionet.et)

Francis Ngang: +225 22 40 02 16 / [francis.ngang@inadesfo.net](mailto:francis.ngang@inadesfo.net)

Moses Shaha: +254 67 31686 / [moses\\_388ke@yahoo.com](mailto:moses_388ke@yahoo.com)

Elizabeth Mpofu: +263 772 44316 / [ezimmpofu@gmail.com](mailto:ezimmpofu@gmail.com)